

Conseil International de l'Internationale Socialiste

Athènes 8-9-10 février 1993

Discours de Pierre Mauroy
Président de l'Internationale Socialiste

Cher Andreas,

Mes chers camarades,

Mes premiers mots seront pour remercier Andreas Papandreou et nos camarades du PASOK de nous recevoir dans cette ville d'Athènes, qui est aujourd'hui l'une des grandes capitales européennes, vivante et contemporaine. Nous n'oublions pas que l'idée même de la démocratie est née ici, il y a quelques millénaires. Elle reste pourtant une idée neuve qui aujourd'hui encore doit inspirer et dominer nos travaux.

Cher Andreas, nous nous sommes souvent rencontrés dans ton pays. Mais il est un souvenir que je veux rappeler plus particulièrement. En 1983, nous avons tenu à Athènes une réunion des Premiers ministres sociaux-démocrates alors au pouvoir. Il y avait là notamment autour de toi Olof Palme, Mario Soares, Bettino Craxi, Kalevi Sorza et Felipe Gonzalez. Et nous avons tenté d'analyser les perspectives de cette décennie 80 qui venait de s'ouvrir.

En me remémorant nos débats de l'époque, j'en arrive à une assez grande modestie quant à notre capacité de prévoir l'avenir, tant sont rapides et parfois cahotiques le jeu des événements et la marche de l'Histoire. Et cependant, je ne peux m'empêcher d'éprouver une certaine fierté. Les choix que nous avons faits à l'époque, celui de l'Europe, celui de la fermeté à l'égard du communisme, ont très certainement joué un grand rôle dans les évolutions ultérieures.

Nous venions de franchir le cap d'une première décennie de crise. Les économistes alors nous en annonçaient la fin. Ils se trompaient et la décennie allait s'en trouver bouleversée. Et paradoxalement, nous allions devoir au pouvoir imaginer des remèdes à une crise qui était celle d'une économie libérale dont nous contestions par ailleurs les excès, les dérives et les insuffisances. Nous avons je crois beaucoup œuvré en ce sens, et, là où nous l'avons pu, réussi à éviter que le poids de cette crise ne retombe sur les seules classes populaires. Mais ces contraintes et cette difficulté du temps nous ont aussi beaucoup transformés. C'est d'ailleurs pourquoi

nous sommes fondés à utiliser comme des synonymes les mots de socialisme et de social-démocratie pour nous identifier. Ces contraintes nous confrontent maintenant à des questions nouvelles qui restent encore sans réponses mais qu'il est indispensable d'assumer.

Il y a 10 ans aussi, nous étions confrontés à un communisme qui tentait d'enrayer son déclin en s'engageant dans une inquiétante course aux armements. Chacun se souvient bien de l'épisode de l'implantation des SS 20. Chacun sait bien aussi ce qu'il a fallu de détermination pour imposer une politique de fermeté qui ne soit pas un renoncement à l'indispensable volonté d'ouverture et de dialogue avec l'Est. La social-démocratie a joué le rôle majeur dans cette évolution sans laquelle jamais Mikhaïl Gorbatchev n'aurait pu assumer les changements fondamentaux du système dont l'Histoire lui saura gré.

Je ne me livre pas, mes chers camarades, à cette évocation d'une manière purement gratuite. Au moment où nous fixons nos priorités pour l'avenir, nous devons mesurer le chemin parcouru, et nous imprégner de notre propre responsabilité pour les temps qui s'ouvrent. Responsabilité quant à la définition d'un système économique plus satisfaisant. Responsabilité aussi quant à l'émergence d'un nouvel équilibre mondial.

Maintenant que le communisme, notre grand rival, s'est effondré, il importe de définir les ambitions de la social-démocratie pour le prochain siècle. Nous sommes désormais devant les problèmes de fond de la social-démocratie de la société post-communiste.

Ainsi, nous n'avons plus de concurrents à gauche. Nous sommes en mesure d'attirer vers nous tous ceux qui se réclament de la démocratie et du progrès social. A ce stade, nous pourrions être triomphants. Et cependant, nous devons rester modestes dans la mesure où l'effondrement du communisme nous oblige à repenser notre socialisme dans un contexte différent et autour de valeurs actualisées. Nous avons une sérieuse adaptation à faire de notre propre vision du socialisme. L'effondrement du communisme est venu nous rappeler qu'il n'y avait aucun espoir dans la voie de l'économie administrée.

Je suis convaincu que l'Internationale socialiste constitue le meilleur cadre possible pour aborder ces immenses défis liés à cette période nouvelle. Willy Brandt nous a en effet légué une organisation dont l'universalité et le rayonnement constituent la référence de tous ceux qui participent du camp du progrès et luttent partout dans le monde contre la misère et les injustices, pour donner un sens à leur vie individuelle et collective.

Cet héritage nous fixe notre première priorité. Comme sociaux-démocrates, nous devons être la première ligne des premiers combattants de la démocratie. Il ne peut en effet y avoir de socialisme sans démocratie, même si nous savons par ailleurs que la justice sociale et le socialisme sont ensuite les meilleurs atouts pour la consolidation de cette démocratie.

Quand il s'agit de la défense des libertés et des droits de l'homme, les socialistes sont d'abord des acteurs. Voilà pourquoi nous avons voulu multiplier les initiatives, notamment auprès de ces nouvelles générations qui s'approprient sur des bases proches des nôtres à assurer le pouvoir notamment en Afrique et en Amérique Latine.

Voilà pourquoi aussi nous n'avons pas hésité à condamner fermement ce qui s'est passé au Togo ou ce qui se passe au Zaïre. Et nous ferons aussi une mention spéciale de la situation à Haïti dont nous avons le plaisir d'accueillir le Président Aristide, le Président élu, qui est pour nous le seul légitime. L'Internationale Socialiste a d'ailleurs demandé le rétablissement de l'autorité constitutionnelle dans le pays. Elle a appuyé la résolution des Nations Unies. Et naturellement nous sommes déterminés avec l'appui de chacun ici, à continuer dans cette voie.

Cette intervention sur le terrain des libertés, nous devons nous efforcer de la rendre plus systématique, plus organisée. Si nous voulons réellement inciter à une "contagion démocratique", nous devons contribuer à placer chaque élection sous le regard de l'opinion internationale.

Non seulement pour éviter des fraudes et des abus, mais pour donner aux élections le caractère de rite sacré de la démocratie.

Après en avoir discuté avec Boutros Boutros Ghali, dont c'est une préoccupation essentielle en tant que secrétaire général des Nations Unies, avec le Président Diouf, qui m'en a souligné l'intérêt pour l'Afrique, je vous propose de mettre en place ce que j'appellerai "les casques bleus de l'Internationale Socialiste pour la démocratie". Il s'agirait d'équipes de consultants juridiques, susceptibles d'appuyer les efforts de gouvernements et de partis pour la mise en oeuvre de consultations libres, ainsi que d'un corps d'observateurs rapidement disponibles pour observer les processus électoraux en liaison avec les Nations Unies. Luis Ayala vous a écrit à ce sujet. J'en souligne l'importance et l'urgence. Sur la base d'une telle initiative, qu'elle sera la première à prendre, notre Internationale sera davantage encore au coeur de l'avenir démocratique à un moment particulièrement significatif de l'histoire du monde;

Ce combat pour la démocratie ne sera cependant pleinement satisfaisant que si nous le fondons sur nos propres valeurs. Certes, l'affermissement de la démocratie est la condition *sine qua non* de l'avènement du socialisme. Mais, si c'est une condition indispensable, ce n'est pas une condition suffisante. Le socialisme porte en lui l'idée d'une démocratie sociale. On peut certes estimer que dans le Tiers-Monde, si on donne la parole au peuple, c'est d'abord la justice sociale, et d'une certaine façon le socialisme, qu'il revendiquera. Mais il est évident que plus l'élan vers la social-démocratie sera grand, plus l'exigence de la clarté idéologique s'imposera.

A l'Est, c'est d'une clarification dont il s'agit. En effet, il sera difficile de sortir dans ces pays de la confusion entre socialisme démocratique et communisme. 70 ans d'histoire expliquent ce décalage. Voilà pourquoi Willy Brandt nous avait proposé de différencier notre mode d'approche sur les pays de l'Est. A l'initiative des partis suédois, autrichien, néerlandais et allemand, nous vous proposons de nouer ce dialogue avec les anciens pays de l'Est avec le concours du Forum pour la démocratie et la solidarité. Mercredi matin, j'aurai l'occasion de vous informer des modalités pratiques que nous avons prises à ce sujet.

La clarté idéologique, nous devons l'appliquer aussi à notre lecture des événements contemporains. Sans référence permanente à nos valeurs, nous courrions aux risques de contresens et d'aveuglement, qui sont la fragilité du monde moderne. Et nous savons bien sur quels thèmes il nous faut apporter des réponses.

L'effondrement du communisme, avec une rapidité et une brutalité presque sans précédent historique, a ouvert des interrogations considérables. Quelles régulations globales pour un monde qui n'est plus déterminé par l'affrontement Est - Ouest? Quel système de sécurité collective? Comment répondre à l'incertitude des pays de l'Est qui après trois ou quatre années d'expérience libérale ont parfois la tentation d'un retour de balancier vers des systèmes plus autoritaires? Naturellement, ces questions seront au centre de l'entretien que j'aurai mercredi prochain avec le Président Eltsine.

De façon plus grave et plus immédiate, la chute du communisme a libéré des forces d'autant plus puissantes qu'elles ont été longtemps contenues. On savait déjà que l'idée nationale qui a été un facteur de progrès il y a deux siècles, pouvait dégénérer en nationalismes, sources des grands drames historiques qui ont marqué l'époque contemporaine. Nous en avons aujourd'hui une nouvelle confirmation : les Balkans une fois encore sont confrontés à cette flambée du nationalisme.

Nous avons condamné et nous condamnons encore avec la plus grande fermeté l'utilisation par les responsables serbes actuels de procédés qui les déshonorent et des méthodes de barbarie que l'on croyait à jamais révolues.

Il n'est pas acceptable qu'un pays puisse ainsi mettre en cause des frontières pour l'édification d'une irréaliste Grande Serbie. Une telle situation est trop lourde de risques, pour ne pas mobiliser toutes nos forces et nos convictions à rechercher et même imposer une solution politique. C'est la raison pour laquelle nous devons conforter ceux qui représentent dans cette zone la stabilité et le respect des libertés. On comprendra dans ces conditions que je me sois rendu à Ljubljana et à Skopje pour apporter notre soutien à des forces politiques proches de nous et soucieuses pour combattre et endiguer la violence d'un nouvel équilibre dans cette région. C'est de ce nouvel équilibre dont Andreas Papandréou et moi-même nous sommes entretenus hier, tant il est vrai que la Grèce est naturellement concernée.

Les réponses politiques, nous devons aussi les apporter à ces pays du Tiers-Monde engagés dans la démocratisation, qui s'interrogent sur la compatibilité entre démocratie et pauvreté. Reconnaissons avec eux que la pauvreté reste sur la plupart des continents la principale source d'instabilité. Reconnaissons aussi qu'il nous reste à imaginer un rééquilibrage de nos relations entre le Nord et le Sud, qui nécessite beaucoup plus de volonté politique et d'imagination que les modèles des grandes institutions internationales n'en révèlent. Ce doit être, avec la démocratie et la paix, la seconde grande ambition de notre Internationale socialiste. Une ambition qui est celle de notre grande tradition marquée par les rapports d'Olof Palme, de Bruno Kreisky, de Willy Brandt, et plus récemment de Gro Harlem Brundtland, qui a inspiré la Conférence de Rio sur le développement durable.

Enfin, je crois que nous avons à répondre à la crise de l'idée de progrès social dans les Etats développés eux-mêmes. Là encore, nous avons à présenter des alternatives au système capitaliste qui voudrait se présenter comme seul vainqueur de la compétition qui l'opposait au communisme. La social-démocratie doit inspirer un nouveau modèle de relations économiques, qui ne soit pas fondé sur la spéculation qui sape les monnaies même des pays les plus stables, et l'exclusion du marché du travail d'une partie grandissante des travailleurs.

C'est d'ailleurs sur cette question du chômage que nous devrions faire porter nos efforts. Sur ce plan, nous devons prendre garde à un certain fatalisme qui s'empare des opinions publiques. Le chômage est trop souvent la variable résiduelle de nos économies, mais derrière ces termes techniques et ces statistiques, combien de drames humains! C'est pourquoi en complément des propositions présentées par chacun de nos partis, il est nécessaire que nous nous

manifestations sur la réduction et l'aménagement du temps de travail que nous devons plus clairement affirmer. Il est d'ailleurs significatif qu'à travers les âges, ce sont les revendications sur le temps de travail qui ont eu les plus grandes conséquences politiques.

J'ajouterai un dernier point. Bien sûr, nous avons à débattre de ces idées entre nous. Nous représentons en effet le cadre le plus adapté pour mener le débat intellectuel sur le socialisme. C'est de l'Internationale socialiste que doit venir ce projet global qui prenne en compte tous les acquis et les succès de la social-démocratie pour mieux les prolonger et les adapter aux circonstances de l'histoire présente. Mais nous devons aussi rechercher de multiples cadres de confrontation de nos idées, avec d'autres partenaires, des syndicats, des associations, des organisations internationales, représentatives du monde économique et financier.

Voilà pourquoi je vous propose d'arrêter le principe d'une Université d'été annuelle qui pourrait cette année se tenir à Porto où les jeunes de la IUSY ont prévu un rassemblement important. Je souhaite que vous puissiez vous exprimer sur cette proposition dans le cours du débat, afin de pouvoir l'acter dans notre résolution finale.

Mes chers camarades, vous permettrez pour finir à votre Président de faire quelques propositions d'organisation. Je serai sur ce point extrêmement bref, puisque je ferai diffuser le texte écrit des propositions que j'ai présentées hier devant le Présidium. Ces propositions portent sur notre calendrier de travail, sur nos méthodes, et sur nos comités. Elles seront plus largement débattues lors de notre séance à huis clos mercredi matin.

Je me contenterai d'explicitier ici l'esprit dans lequel, en liaison avec Luis Ayala, - à qui je veux rendre hommage pour son activité inlassable au service de notre organisation et de nos idées- , elles ont été élaborées.

Mon premier souci est de traduire le contenu de nos débats sur le terrain le plus concret possible. Je crois que je l'ai déjà indiqué à propos du Forum pour les pays de l'Est, les casques bleus de la démocratie, ou l'Université d'été. Chacun d'entre nous doit en effet avoir le souci d'être le plus près possible des causes qu'il défend.

En second lieu, je crois que nous devons prendre acte de la taille que nous avons atteint, en particulier depuis les nombreuses adhésions enregistrées à Berlin. J'ai donc mis l'accent sur le travail des comités, qui doivent constituer des cellules de prises de position politiques, d'actions et d'initiatives. Ils doivent à tout moment être capables de permettre au Président de prendre les positions les plus adéquates. Il nous faudra aussi réfléchir à la mise en place progressive de larges unions continentales à l'exemple de ce qu'ont pu faire les européens qui à partir d'un bureau de liaison ont constitué une Union

et désormais un Parti européen. C'est une évolution inévitable pour donner plus d'efficacité à nos rencontres, et surmonter les distances considérables que la plupart d'entre vous devez parcourir.

Enfin, au plan géographique, je vous propose de faire porter notre effort sur le développement de notre implantation sur le continent asiatique, qui avec ses 2 milliards 1/2 d'hommes et son potentiel de développement, doit constituer pour nous une nouvelle frontière.

Afin de réaliser ces projets, je souhaite, mes chers camarades, être parmi vous un Président disponible, d'une Internationale socialiste qui agit dans un monde que nous devons marquer de l'empreinte du socialisme démocratique. Ainsi, nous resterons fidèles à l'héritage que nous ont légué nos prédécesseurs, et plus particulièrement Willy Brandt. Ainsi, nous serons pour chacun des partis qui composent notre organisation, un atout supplémentaire pour gagner nos combats. Et faisons un rêve: celui de voir dans le socialisme aujourd'hui malmené la doctrine qui marquera l'avenir. Celui de voir à la fin du siècle la société d'aujourd'hui, trop dominée par le chômage, les inégalités, voire l'insoutenable pauvreté, s'orienter vers davantage de justice et de solidarité. Cette considération, certains peut-être la trouveront trop optimiste. Mais là n'est pas la question. Nous sommes les combattants d'une grande cause que nous devons faire progresser au service de l'humanité. Forts des résultats que nous avons obtenus tout au long de ce siècle, nous pouvons raisonnablement envisager d'autres conquêtes, d'autres victoires pour le prochain siècle.